



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

---

## Commerce international: vers plus d'équité?

*par Henry F. Heald*



Usine de vêtements, Quito, Équateur

Encourager une plus large démocratie dans les pays en développement — accompagnée de meilleures conditions économiques et sociales — donnerait à ceux-ci les meilleures chances qui soient pour aborder sur un pied d'égalité le commerce international. Cela vaudrait mieux que de leur dicter des normes mondiales de «bonne conduite» sur l'environnement et les conditions sociales, concluaient les intervenants d'un forum organisé par le CRDI sur le développement où étaient représentés les gouvernements, les syndicats, les milieux universitaires, le secteur privé et les Nations Unies

Le droit d'organiser des syndicats et celui d'entreprendre des négociations collectives seraient donc les voies les plus efficaces pour améliorer le sort des travailleurs dans les pays du Sud. Ces droits favoriseraient davantage le commerce mondial que la promulgation de normes internationales, notamment sur le salaire minimum, a-t-on soutenu.

Prenons un premier exemple, celui de l'amélioration des conditions de travail. Cet objectif est parfois plus facilement atteint par la promotion de meilleurs services de santé et d'approvisionnement en eau salubre que par l'imposition de sanctions commerciales. De même dans les pays qui tolèrent le travail des enfants, il vaudrait mieux offrir aux parents des incitatifs pour envoyer leurs enfants à l'école et les tenir ainsi loin de l'usine plutôt que de suspendre les échanges commerciaux avec ces États.

### **Déjà au XVIIIe siècle...**

Le financier et économiste britannique David Ricardo (1772–1823) a été l'un des premiers à plaider en faveur de règles justes dans les échanges commerciaux, de coûts de main-d'œuvre équitables et du plein

emploi, a rappelé le président du CRDI, Keith Bezanson, dès l'ouverture du forum. Selon Bezanson, le défi consiste aujourd'hui à définir des politiques qui favorisent un tel équilibre avant que ne surgissent d'interminables différends commerciaux inter-États.

Les négociations de l'*Uruguay Round* en vue de modifier l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) — discussions qui ont abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — ont inauguré une nouvelle ère dans les échanges commerciaux sur la planète: l'objectif principal n'est-il pas de réduire au minimum les différends commerciaux, comme le remarquait l'animateur du forum, [Gerald Helleiner](#), de l'Université de Toronto?

Les principes fondamentaux de l'OMC stipulent en effet que les politiques nationales du commerce extérieur doivent être transparentes, prévisibles et non discriminatoires; les différends doivent être réglés sur une base multilatérale. Un ordre mondial fondé sur de tels principes commerciaux apporterait, en théorie, plus d'équité dans les échanges et permettrait aux pays en développement d'améliorer le revenu et le niveau de vie de leurs citoyens puisqu'ils accroîtraient ainsi leur commerce avec les pays du Nord.

### **Une question de perspective**

Mais dans quel sens la balance penche-t-elle en ce moment? Cela dépend de la perspective — Nord ou Sud? — adoptée par l'interlocuteur. Au Nord, certains groupes estiment que, dans les pays du Sud, bas salaires, travail des enfants, avantages sociaux dérisoires et normes environnementales déficientes constituent un avantage commercial injuste. Mais les États du Sud rétorquent que les pays riches et leurs puissantes industries continuent à dominer le commerce et empêchent les pays plus démunis d'être des concurrents sérieux.

Les accords du commerce international devraient contenir une «clause sociale» garantissant la liberté syndicale, la libre négociation collective, l'absence de discrimination, l'élimination du travail forcé et l'abolition du travail des enfants, ainsi qu'un mécanisme exécutoire intégré. Telle est du moins la recommandation de [Steve Benedict](#), directeur national des affaires internationales au Congrès du travail du Canada.

Le mouvement syndical ne réclame pas un salaire minimum international, précise Benedict, parce qu'il serait difficile à négocier et impossible à contrôler. Les pays doivent toutefois être autorisés à définir des normes salariales qui reflètent les conditions économiques locales. Il importe cependant d'obtenir des droits minimaux pour les travailleurs: si les syndicats ont acquis le droit de signer des conventions collectives, ils ont alors l'autorisation de négocier un salaire minimum propre à leur pays.

### **La mobilité du capital**

L'un des problèmes qui confrontent le monde syndical actuel concerne l'extrême fluidité du capital dans le monde, note Benedict, et l'on sait que la répression du syndicalisme attire l'investissement: «Si la Malaisie décide d'améliorer les conditions de travail, le capital file en Indonésie. Et le jour où l'Indonésie décide d'en faire autant, l'investissement s'en va en Chine.» Une clause sociale pourrait contrecarrer en partie ces mouvements de capitaux, selon Benedict, parce que l'existence de syndicats forts crée un marché solide pour les produits locaux.

Un sondage récent révèle que les Canadiens appuient la subordination du commerce international au respect des droits de la personne, selon [Jerry Kramer](#), directeur de la division du développement économique et social au ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international: «Les Canadiens sont prêts à payer plus cher pour des marchandises dont la fabrication n'implique pas le travail des enfants ni la violation des droits de la personne.»

Les entreprises font fausse route lorsqu'elles affirment ne pas être en mesure de «dicter» à un gouvernement étranger sa conduite en matière de codes du travail, affirme Benedict qui renforce ainsi

l'opinion de Kramer: «Pour les Canadiens, c'est une question de valeurs. Il n'est tout simplement pas acceptable de permettre la vente au Canada de biens dont la production se déroule dans des conditions d'esclavage.»

### **Des normes plus exigeantes**

Le Canada, selon Kramer, prend des mesures en faveur de l'adoption de normes plus élevées: il accorde son appui au renforcement de l'Organisation internationale du travail (OIT), à la signature d'une convention qui définira l'exploitation des enfants ainsi qu'à un accord international sur le comportement des investisseurs. Les agences canadiennes d'aide à l'étranger œuvrent de concert avec des institutions nationales des pays du Sud pour favoriser l'intégration de normes, environnementales ou autres. Mai l'OIT, ajoute Kramer, aidera les pays à améliorer leurs normes de travail à la condition que les délais d'entrée en vigueur soient respectés.

Les critiques de la scène politique doivent apprendre à cerner les problèmes par exemple lorsqu'ils accusent des sociétés, comme celle des chaussures Nike, d'avoir recours à des méthodes moralement répréhensibles dans les pays en développement. Kramer s'interroge: «Le problème soulevé concerne-t-il le travail des enfants? Le refus de permettre aux travailleurs de se syndiquer? Les faibles salaires? Si nous voulons prendre des mesures contre les abus, nous devons absolument connaître les règles du jeu.»

*Henry F. Heald est un rédacteur basé à Ottawa.*

---

### **Nota bene**

[Commerce et environnement à la mexicaine](#)

---

### **Personnes ressources:**

**Steve Benedict**, directeur national, Affaires internationales, Congrès du travail du Canada, 2841, chemin Riverside, Ottawa (Ontario), Canada, K1V 8X7 tél.: (613) 521-3400, poste 433. téléc.: (613) 521-3113

**Jerry Kramer**, directeur, Division du développement économique et social, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Édifice Lester B. Pearson, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0G2. tél.: (613) 992-3979

**Gerald K. Helleiner**, Département d'économique, Université de Toronto, 150, St. George Street, Toronto (Ontario), Canada, M5S 1A1. tél.: (416) 978-5063. téléc.: (416) 978-6713

**Claudia Schatan**, agent aux affaires économiques, CEPAL-Mexico, Avenida Presidente Masaryk 29, Apartado Postal 6-718, 06600 Mexico DF. tél.: 525 250 1256 ou 250 1231. téléc.: 525 531 1151

---

### **Des liens à explorer...**

#### **Autres articles (et publications) du CRDI**

[The developing countries in world trade: Policies and bargaining strategies](#) D. Tussie and D. Glover. 1993. (En anglais)

[Les travailleuses équatoriennes prennent leur santé en main](#)

## Ressources additionnelles (en anglais)

[India and the social clause](#)

[Jobs versus standards](#)

[Worker rights key to "true democracy"](#)

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada  
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



## Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

### Archives du CRDI Explore

*Explore est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement*

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

#### Articles diffusés d'avril à décembre 1996

- 5 avril [Retour de la moustiquaire](#) par Robert Bourgoing
- 12 avril [Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?](#) par David B. Brooks et Jamie Schnurr
- 12 avril [Action 21 dans les communautés locales](#) par Kirsteen MacLeod
- 19 avril [Santos : une ville brésilienne dont les habitants planifient l'avenir](#) par Patrick Knight
- 26 avril [Gestion intégrée ou comment ne plus dépendre des pesticides](#) par David Mowbray
- 3 mai [Maladies infectieuses et planétaires](#) par John Eberlee
- 10 mai [Systèmes naturalisés de savoir des collectivités autochtones](#) par Salli M.K. Benedict
- 17 mai [Sénégal écologique à l'heure des bilans](#) par Khodia Ndiaye
- 17 mai [Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?](#) par David B. Brooks et Jamie Schnurr
- 24 mai [Au Cambodge : Battambang traite ses eaux usées](#) par Emilia Casella
- 31 mai [Quand une ville planifie : Jinja, Ouganda](#) par Anna Borzello
- 7 juin [Ghana : sur les traces de la vie et de la mort](#) par Jason Lothian
- 14 juin [Politique de l'eau à Manille](#) par Estrella Maniquis
- 21 juin [Concilier les impératifs écologiques, économiques et sociaux](#) par Pattie LaCroix
- 28 juin [Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#) par Jennifer Pepall
- 5 juillet [Sur la trace des chercheurs du CRDI](#) par Curt Labond
- 12 juillet [Ecotourisme dans le Nord de la Thaïlande](#) par Glen Hvenegaard
- 19 juillet [Ecotouristes au Népal : rendez-vous à Namche Bazar](#) par Elizabeth Kalbfuss
- 26 juillet [Du sel plus : une recette pour suppléer à l'insuffisance de micronutriments](#) par Michael Boulet
- 2 août [Variété de haricot à résistance horizontale](#) par Douglas Powell
- 9 août [Maïs à rendement élevé pour les paysans du Burundi](#) par Andrew Ker et Dunstan Malithano
- 16 août [Touristes chez les amérindiens du Vénézuéla : sur la pointe des pieds](#) par Lauren Walker
- 23 août [Projet Yucap : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#) par Chris Hayes

- 30 août [\*Cartographie : Map Maker: un bon compagnon de route\*](#) par Curt Labond
- 6 septembre [\*Programme de la forêt modèle Calakmul et la protection des forêts tropicales\*](#)  
par Michael Boulet
- 13 septembre [\*Oui : on enseigne l'économie de marché à Cuba\*](#) par Roula el-Raifi
- 20 septembre [\*Afrique subsaharienne et démocratie\*](#) par André Lachance
- 27 septembre [\*Agriculture viable sur les versants montagneux en Colombie\*](#) par Ronnie Vernooy
- 4 octobre [\*Développement durable en Colombie : sous surveillance\*](#) par Rhoda Metcalfe
- 11 octobre [\*Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite\*](#) par Philip Fine
- 18 octobre [\*Commerce international : vers plus d'équité?\*](#) par Henry F. Heald
- 25 octobre [\*Savoir autochtone mis à prix?\*](#) par Jennifer Pepall
- 1 novembre [\*Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne\*](#) par Lauren Walker
- 8 novembre [\*Produits bio venus du Sud\*](#) par Kirsten Kozolanka
- 15 novembre [\*Croissance économique mondiale : en passant par le Sud\*](#) par Curt Labond
- 22 novembre [\*Dans les mines latino-américaines\*](#) par Steve Hunt
- 29 novembre [\*Traditions agricoles chez les Pémons au Vénézuéla\*](#) par John Eberlee
- 6 décembre [\*PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit\*](#) par Geoff Long
- 13 décembre [\*Biodiversité : le Laos légifère\*](#) par Richard Littlemore
- 20 décembre [\*Construire sa maison d'adobe\*](#) par André Lachance
- 

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

# Commerce et environnement à la mexicaine

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé en 1992, a eu entre autres mérites — du moins au Mexique — de mettre l'accent sur les problèmes environnementaux dans le pays. C'est l'une des conclusions de Claudia Schatan, agente aux affaires économiques à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Avant l'ALENA, rappelle Schatan, les Mexicains ne s'occupaient guère des questions environnementales. Il est vrai qu'en 1988 le gouvernement avait promulgué une loi sur l'environnement, d'ailleurs fort complexe. La grave crise économique qui sévit actuellement a toutefois ciblé cette loi comme un obstacle à la croissance nationale. On est donc à modifier celle-ci dans le but d'accorder à l'industrie un plus grand rôle dans le choix des mesures de lutte contre la pollution. Il est donc trop tôt, conclut Schatan, pour évaluer l'efficacité de la loi.

## Entre croissance et conservation

Seuls quelques pays en développement connaissent une véritable croissance, selon l'agente de la CEPALC. La plupart d'entre eux continuent d'exporter leurs matières premières et d'hypothéquer leurs ressources pour l'avenir. Le Costa Rica, par exemple, à la suite d'un déboisement incontrôlé, a sacrifié son couvert forestier pour consacrer davantage de terres aux cultures d'exportation. Le pays a ainsi perdu une partie de la fécondité de ses sols.

L'avantage commercial qu'autorisent des normes déficientes sur l'environnement n'a toutefois qu'un temps. Mais Schatan est formelle: il ne faut pas se servir de sanctions commerciales pour obliger les pays du Sud à adopter des normes environnementales. La coopération est la voie la plus judicieuse pour obtenir de ces États qu'ils respectent leur milieu naturel.

---



[Vol. 23, No. 2 \(juillet 1995\)](#)

---

## Les travailleuses équatoriennes prennent leur santé en mains

*par Neale MacMillan en Équateur*

Il faut trois heures pour se rendre de Quito à Sigchos, une agglomération rurale de quelque 2 000 familles métisses des hautes terres andines de l'Équateur, sur une route sinueuse qui longe des défilés abrupts et étroits, avant de descendre sur des versants verdoyants parsemés de pâturages et de cultures diverses. Patricia Costales, médecin, a souvent parcouru cet itinéraire cahoteux depuis deux ans. Ses collègues du Centre d'études et de consultation en santé ( ceas ), Jaime Breilh et Arturo Campañas, l'accompagnent souvent dans ses déplacements pour rencontrer avec elle les femmes de Sigchos.

Plus près de son quartier général de Quito, l'équipe du ceas rend également visite à deux autres groupes de femmes : des employées de bureau des administrations gouvernementales et des ouvrières du textile. En dépit de milieux de travail différents, toutes ces femmes connaissent les mêmes difficultés : problèmes de santé propres à leur sexe, lourdes tâches ménagères qui s'ajoutent à leurs occupations durant le jour, graves inégalités sociales par rapport aux hommes.

Au sein d'un projet qui bénéficie du soutien du crdi, le ceas analyse les principaux facteurs associés au sexe, au style de vie et aux conditions de travail qui influencent l'état de santé des travailleuses. Le Centre s'est ainsi penché sur le cas de 270 employées de bureau ; dans les régions rurales, il a enquêté auprès de 270 femmes, comparant les habitantes de Sigchos à celles d'une localité tropicale de l'est de l'Équateur.

L'équipe a mené une enquête auprès de 315 ouvrières de l'industrie du textile et du vêtement, dont la main-d'œuvre est surtout féminine. Le chef de projet, Jaime Breilh, note que son équipe a dû prendre contact avec des dizaines d'usines de taille intermédiaire avant de tomber sur neuf propriétaires prêts à participer : « Leurs usines sont de véritables forteresses féodales et il est très difficile d'y pénétrer. »

Les chercheurs ont suivi un modèle de recherche participative qui compte sur l'aide des femmes elles-mêmes pour remplir des questionnaires sur les conditions de vie et de travail, sur les problèmes de santé et sur l'accès aux soins. Ajoutons à cela les interviews, les observations, les recherches sur les conditions familiales, les tests de mesure de la fatigue et du stress et les analyses de sang.

L'environnement délabré des secrétaires Une visite des bureaux du ministère de la Santé est éloquente. Mal éclairés, les bureaux de l'immeuble, qui remontent aux années 1960, sont surpeuplés ; les meubles et les équipements sont mal entretenus, les planchers et les tapis, détériorés. On y fait d'ailleurs rarement le ménage.

Adriana Insuasti est présidente de l'association des secrétaires. Jusqu'à il y a quelques mois, il y avait 115 employées, explique-t-elle, « mais, depuis les suppressions massives de postes décrétées par le gouvernement, nous ne sommes plus que 40 et nous devons faire trois fois plus de travail ». « Nous avons constaté d'énormes niveaux de stress dans les bureaux », ajoute le chercheur Arturo Campañas.

En plus d'être soumises à un environnement de travail lamentable, les employées doivent accomplir toutes

les tâches ménagères qui les attendent chez elles, cela sans l'aide de leurs maris. Les répercussions sur la santé sont visibles : sur le niveau de stress, bien sûr, mais également sur la santé mentale, sans compter l'anémie et les menstruations accrues.

On a constaté, dans l'industrie vestimentaire, une forte corrélation entre le niveau de stress et la durée de la journée de travail. Lors d'une réunion matinale avec des ouvrières dans la cafétéria de l'usine, une travailleuse s'est plainte de la pression constante exercée par des femmes superviseurs qui ont pour tâche d'accroître la production : « Il n'y a pas de communication entre les ouvrières et les superviseurs ; elles nous rendent nerveuses et elles ne lâchent pas », disait-elle.

Les ouvrières du vêtement souffrent aussi de douleurs au dos, aux jambes, au cou et aux bras à cause des longues heures qu'elles passent assises devant une machine. Que dire alors des problèmes respiratoires causés par de fortes concentrations de poussières et de particules en suspension provenant du textile. Il y a plus encore : « Est-ce qu'il y a un problème de bruit ? » demande Breilh aux ouvrières réunies à la cafétéria : « Oui ! » ont-elles répondu en chœur.

L'environnement familial des ouvrières n'est guère mieux : des revenus inadéquats, de la nourriture de mauvaise qualité et en trop petite quantité, et le surpeuplement. Les femmes s'occupent de tout, du nettoyage à la préparation des repas en passant par les soins aux enfants. Quant aux maris, ils dirigent le ménage et prennent toutes les décisions.

Les travailleuses agricoles On a pu voir, ces dernières années, que les Équatoriennes des agglomérations agricoles comme Sigchos assumaient des rôles de plus en plus importants au niveau de la production agricole et des tâches communautaires. Nombre d'hommes se font embaucher comme ouvriers salariés et passent de longues périodes loin du foyer ; les paysannes doivent alors travailler en moyenne de 14 à 16 heures par jour.

Ces cultivatrices souffrent de problèmes de la colonne vertébrale, des voies respiratoires et des organes de reproduction, ou encore de hernies, de contusions et de blessures. Près de deux sur trois vivent dans un foyer surpeuplé ne disposant pas d'équipements sanitaires, même les plus rudimentaires. Ordinairement peu instruites, elles ont un régime alimentaire trop riche en hydrates de carbone et très déficitaire en protéines et en vitamines. Dans l'ensemble, les hommes se nourrissent davantage et mieux.

Pire encore, on a constaté que 40 % des femmes avaient des niveaux élevés de toxines dans le sang : « Les produits chimiques [ pesticides et engrais ] utilisés en agriculture pénètrent dans le sang par les voies respiratoires et la peau », explique Costales ; « Ils causent le cancer, des fausses couches, des problèmes rénaux et des maux de tête. » Le médecin cite d'autres problèmes de santé découverts à Sigchos : une forte mortalité infantile et maternelle, de nombreux cas de cancer de l'utérus et de mauvais traitements infligés par les maris.

L'attitude des villageoises a évolué tout au cours de la recherche. Au lieu de compter uniquement sur les médecins pour les guérir de leurs maux, elles ont décidé de s'organiser à des fins de prévention. « Les conditions d'hygiène doivent primer. Docteur Patricia nous a stimulées, mais nous devons continuer en nous organisant nous-mêmes », déclarait Esther Jacome, présidente du groupe des femmes, lors d'une réunion avec l'équipe du ceas et Soeur Inmaculada Castro, religieuse espagnole vivant à Sigchos qui représente l'Église catholique, institution communautaire influente. Une participante a parlé de sa toute récente sensibilisation aux risques que courait sa santé : « Nous ne savions pas qu'il fallait laver les vêtements pour les débarrasser des résidus chimiques de pesticides », a-t-elle dit.

Cependant, les médecins qui viennent périodiquement au dispensaire local « font payer cher plusieurs des services qu'ils offrent, alors que leurs soins sont censés être gratuits », explique Costales qui conclut qu'« il n'y a aucun contrôle communautaire. » Selon elle, le seul moyen d'améliorer les choses est de donner aux femmes la gestion de leur santé et de pousser les médecins à se pencher non seulement sur les symptômes mais aussi sur les conditions de travail de leurs patientes, leur vie de famille et leur milieu social.

Le ceas soumettra les résultats de ses travaux au gouvernement pour qu'il formule des politiques sanitaires et sociales qui allègent le fardeau quotidien des femmes. L'équipe du Centre estime que ses recherches seront aussi fort utiles pour les deux organisations nationales de femmes qui ont participé à l'étude. En outre, le ceas a l'intention d'encourager les femmes elles-mêmes à améliorer leur santé en s'intégrant à un réseau féminin de santé qu'il a l'intention de lancer. Pour y parvenir, le Centre prépare des manuels en collaboration avec tous ceux qui ont participé à ses travaux. Ces documents seront adaptés aux trois différents milieux de travail qui ont fait l'objet des enquêtes.

**Pour plus de renseignements :**

Dr Jaime Breilh  
*Centro de estudios y asesoria en salud ( CEAS )*  
Roca 549, Depto. 602,  
Quito, Équateur  
Tél. : 593.2.506.175  
Télec. : 593.2.566.714  
Courrier électr. : [jbreilh@ceas.med.ec](mailto:jbreilh@ceas.med.ec)

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada  
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).